

CONFÉRENCE PARLEMENTAIRE DE L'ASSOCIATION

HUITIEME REUNION ANNUELLE
DE LA CONFERENCE PARLEMENTAIRE DE L'ASSOCIATION

RESUME SUCCINCT LES DEBATS

Séance d'ouverture

mercredi 12 janvier 1972

Première partie

LA HAYE

PRESIDENCE DE M. YACE

Président sortant

La séance est ouverte à 11 h. 30 dans la Ridderzaal du Binnenhof à La Haye.

Ouverture de la réunion annuelle de la Conférence

LE PRESIDENT déclare ouverte la huitième réunion annuelle de la Conférence parlementaire de l'association.

Excuses

LE PRESIDENT informe la Conférence que MM. FURLER et TERRENOIRE s'excusent de ne pouvoir participer aux travaux de la présente réunion annuelle.

Composition de la Conférence

LE PRESIDENT communique qu'il a reçu des Présidents des Parlements des Etats africains et malgache associés et du Président du Parlement européen la liste des représentants membres de la Conférence, dont les désignations ont été faites conformément aux dispositions de la Convention d'association et du règlement de la Conférence.

La liste des membres et des délégués à la Conférence sera annexée au procès-verbal de la présente séance.

Participation d'observateurs aux travaux de la Conférence

LE PRESIDENT communique que le Bureau a décidé de réserver une suite favorable à la demande de la Commission paritaire tendant à admettre en qualité d'observateurs, en application de l'art. 2 du règlement, des représentants du Kenya, Tanzanie et Ouganda, ainsi qu'au voeu formulé le 17 décembre 1971 par le Parlement européen, relatif à la participation en qualité d'observateurs de représentants de l'Ile Maurice.

La Conférence ratifie cette décision du Bureau.

Le PRESIDENT précise que la Conférence vient ainsi de procéder pour la première fois à l'application de l'art. 2 de son règlement. Il souhaite la bienvenue aux observateurs et il se déclare convaincu de l'utilité de leur présence, qui, sans se traduire aux termes du règlement dans un droit d'intervention ou de vote, leur permettra toutefois de se familiariser avec les méthodes de travail de la Conférence. Il exprime l'espoir que cette admission d'observateurs ne soit qu'une étape provisoire et qu'il sera possible dans un proche avenir d'admettre les représentants de ces Etats comme membres à part entière.

(Applaudissements)

Election du Président

LE PRESIDENT communique qu'il a reçu des représentants du Parlement européen la candidature de M. Walter BEHRENDT.

(Applaudissements)

La Conférence procède par acclamation à l'élection de M. Walter BEHRENDT, qui est proclamé Président de la Conférence parlementaire de l'association, et qui prend place au fauteuil présidentiel.

PRESIDENCE DE M. WALTER BEHRENDT

Président

Election des Vice-Présidents

La Conférence désigne par acclamations comme Vice-Présidents :

MM. Philippe YACÉ
Giovanni BERSANI
MARIGOH M'BOUA
Francis VALS
AHMED OULD DIE
Jan BAAS
Jean-Baptiste ANDRIANATORO
Louis BRIOT
Alfred NZONDOMYO

CPA/141/1/rév.

La séance est suspendue à 11 h. 45.

PRESIDENCE DE M. WALTER BEHRENDT

Président

La séance est reprise à 12 heures en présence Leurs Altesses Royales la princesse Beatrix et le prince Claus.

Allocution de M. de NIET, Président de la Première Chambre des Etats généraux des Pays-Bas

M. de NIET, Président de la Première Chambre des Etats Généraux des Pays-Bas, prononce, en néerlandais, l'allocution suivante :

Monsieur le Président,
Altesses Royales,
Excellences,
Chers Collègues,

C'est pour moi une joie d'accueillir les membres du Conseil d'association et de la Conférence parlementaire de l'association, au nom des deux Chambres des Etats Généraux du Royaume des Pays-Bas, à La Haye, siège du gouvernement et du Parlement des Pays-Bas.

La présence parmi nous de la princesse Beatrix et du prince Claus, ainsi que le fait que le Premier Ministre prononcera tout à l'heure un discours, soulignent, une fois encore, l'importance considérable que les Pays-Bas attachent à votre Conférence.

Le dernier quart de siècle a vu la naissance d'un parlementarisme très développé sur le plan international, et cela revêt une grande signification. S'il est varié, il est encore rudimentaire à maints égards. Quelques-unes des assemblées parlementaires qui ont été créées ont été qualifiées expressément de "consultatives" ; tel a été le cas du Conseil de l'Europe et du Conseil du Benelux. Le Parlement européen, par contre, est doté de pouvoirs réels, encore que limités, qui sont inscrits dans le Traité de Rome et qui, en ce qui concerne les matières budgétaires, ont été précisés dans un nouvel accord.

La Convention de Yaoundé ne traite pas de manière détaillée de votre Conférence. Elle reçoit chaque année un rapport du Conseil d'association et peut adopter des résolutions et par conséquent, implicitement, avoir des échanges de vues avec le Conseil d'association sur la politique qui est appliquée ; c'est ce qu'elle va faire cette semaine encore.

L'autorité et l'influence d'une institution parlementaire sont loin d'être toujours déterminées par l'étendue des pouvoirs qui lui sont attribués par le droit écrit. Elles sont parfois beaucoup plus grandes et parfois beaucoup plus réduites aussi que les dispositions des lois ou des traités ne pourraient le laisser supposer. Il nous appartient de poursuivre notre effort en vue du renforcement de ces pouvoirs.

Pour nous tous, il importe surtout que les institutions parlementaires soient composées de représentants librement élus qui, individuellement autant qu'ensemble, exercent un contrôle sur l'exécutif, et constituent pour cet exécutif un contrepoids constructif. Personne d'entre nous ne peut s'offrir le luxe d'être investi d'un pouvoir sans contrôle.

A cette caractéristique essentielle des institutions parlementaires est indissolublement lié le fait que les discussions avec l'exécutif sont publiques. Le secret et le mystère asphyxient toujours les régimes politiques.

Monsieur le Président,

Vous me permettez d'exprimer aussi, en mon nom personnel, l'intérêt que je porte à votre Conférence et à la Convention d'association en général en vous faisant part de quelques idées et de quelques rêves qu'une nouvelle lecture de la Convention a suscités en moi.

Selon l'article 1 de la Convention, l'objet de ses dispositions est de "promouvoir la coopération (entre les six Etats membres et les dix-huit Etats associés) en vue de

favoriser le développement économique et social des Etats associés...

L'Association apparaît ainsi comme une forme institutionnalisée de coopération au développement dans la Convention de Yaoundé II, et ce pour les cinq premières années de la deuxième décennie du développement des Nations Unies.

Revenant au préambule, j'ai eu notamment l'attention attirée par le paragraphe 5, dans lequel les 24 parties contractantes se déclarent résolues à "poursuivre en commun leurs efforts en vue du progrès économique, social et culturel de leurs pays" - c'est-à-dire des 24 pays.

On ne va pas aussi loin, me semble-t-il, ni dans l'objectif indiqué à l'article 1er, ni dans les dispositions des autres articles, ni dans la pratique. Il serait cependant primordial que cette détermination proclamée devienne une réalité, et se développe, tant au Conseil d'association qu'à la Conférence parlementaire et dans les Parlements nationaux, qui ont tous adhéré à la Convention.

Lors de chaque renouvellement périodique de cette Convention, un progrès pourrait être accompli dans le sens d'un souci commun véritable du développement économique, social et culturel de tous les pays signataires de la Convention - dont le nombre sera certainement supérieur à 24 dans un proche avenir.

Cette année est particulièrement importante pour votre Conférence, étant donné que l'ouverture de l'UNCTAD III est imminente, et votre ordre du jour me paraît contenir de nombreuses questions en relation très étroite avec cette conférence. Il serait très important que vos débats aboutissent à une large identité de vues. Ce serait un exemple magnifique pour tous les pays du monde qui examineront prochainement à Santiago les problèmes les plus urgents et les plus vitaux relatifs à la prospérité et au bien-être, et donc à la paix. Pour cela il faudra endiguer, lentement mais avec persévérance, les égoïsmes

de groupe ou de nationalisme mal compris.

Quelle contribution les Etats d'un Conseil d'association et d'une Conférence de l'association qui seront bientôt fortement élargis pourraient apporter aux Nations Unies et à leurs organes si l'Association se développait harmonieusement dans le sens du paragraphe 5 du préambule ! Cela pourrait exercer une influence déterminante et favorable sur la lutte à mort pour la subsistance et sur l'autorité des Nations Unies. Ou s'agit-il simplement de rêves d'avenir ?

Monsieur le Président,

Je m'empresse de revenir à l'objet de mon allocution et je vous souhaite à tous la bienvenue au nom du Parlement néerlandais.

Puissent les fruits de vos travaux à La Haye et de l'activité que vous déploierez ailleurs par la suite démentir les paroles d'Oscar Wilde qui disait que les rêves sont trompeurs.

Je vous remercie, Monsieur le Président.

(Applaudissements)

Allocution de M. BIESHEUVEL, Premier Ministre des Pays-Bas

M. BIESHEUVEL, Premier Ministres des Pays-Bas, prononce, en néerlandais, l'allocution suivante :

Monsieur le Président,
Altesses Royales,
Excellences,
Chers Collègues,

Je vous souhaite cordialement à tous la bienvenue à cette huitième réunion annuelle de la Conférence parlementaire de l'association entre la Communauté européenne et les Etats africains et malgache associés. Pour beaucoup d'entre vous, cette découverte des Pays-Bas sera une nouvelle expérience. J'espère que cette expérience sera profitable, instructive et agréable, et que vous garderez un excellent souvenir de notre pays. Ce séjour ne pourra que contribuer à renforcer et à intensifier les contacts qui existent non seulement entre la Communauté et les Etats associés, mais aussi entre les Pays-Bas et les pays que vous servez et représentez dans vos fonctions de parlementaires.

La Haye est le siège du gouvernement des Pays-Bas. Cette salle, la "Ridderzaal", a toujours été, depuis 750 ans, au centre de l'histoire de ce pays. Chaque année, Sa Majesté la Reine ouvre ici la nouvelle session du Parlement néerlandais, qui exerce ses activités dans les bâtiments situés autour de la "Ridderzaal".

C'est ici aussi que, voici plus de deux ans, a eu lieu la Conférence au sommet de La Haye, déjà historique. C'est dans cette salle que les chefs d'état et de gouvernement des Etats membres de la Communauté européenne ont donné une nouvelle impulsion au développement de cette Communauté et, pourrait-on dire, inauguré la deuxième décennie du développement et de la coopération européenne.

C'est l'"esprit de La Haye" qui a conduit aux négociations avec le Royaume-Uni, la Norvège, le Danemark et l'Irlande sur l'adhésion à la Communauté. Dans dix jours, le traité d'adhésion avec ces pays sera signé. L'intégration européenne entrera dans une nouvelle phase importante, non seulement pour l'Europe, mais aussi pour les pays associés et pour le tiers monde. En effet, nous n'avons jamais considéré que l'unification européenne ne concernait que l'Europe, et encore moins que l'Europe devait être seule à en retirer des avantages. Nous avons toujours été conscients - et nous le sommes de plus en plus - que l'unification européenne tire sa signification et son importance de l'établissement de relations positives et fécondes entre cette partie de l'ancien monde et les nouveaux états dont le nombre et l'influence ne cessent de s'accroître.

La contribution que l'Europe en train de s'unifier peut apporter au progrès de ce monde nouveau est une importante source d'inspiration pour ce processus de rajeunissement et de renforcement des Communautés européennes.

Cette contribution s'est notamment concrétisée dans l'association de la C.E.E. avec les pays africains. C'est un lien dont la valeur s'est révélée de manière convaincante au cours des années. Les Pays-Bas aussi reconnaissent et apprécient le caractère particulier de cette association, dont les organes sont constitués sur une base paritaire et dont l'approche du problème du développement est large et souple. L'Association est entretemps devenue un instrument précieux et efficace dans ce tout qu'est la coopération au développement. Elle y est irremplaçable.

Nous ne devons cependant pas perdre ce tout de vue et je voudrais m'arrêter un peu plus longuement à l'adhésion du Royaume-Uni, étant donné qu'il s'agit pour les Pays-Bas d'un événement qui revêt aussi une importance particulière dans le cadre de l'association de vos pays à la C.E.E.

En effet, cette adhésion élargira considérablement la perspective mondiale de la C.E.E. Un certain nombre de pays du Commonwealth, et notamment du continent africain, pourront nouer des liens particuliers avec la C.E.E. Bien que, je ne l'ignore pas, cela puisse soulever un certain nombre de problèmes pratiques, j'estime que cette évolution est heureuse à maints égards. Les Pays-Bas ont en effet toujours estimé que les relations entre la C.E.E. et les pays en voie de développement ne doivent pas rester limitées à ces états avec lesquels nous avons déjà des liens culturels et historiques, quelle que soit la nécessité de maintenir ces liens dans des formes nouvelles de liberté et d'amitié. Nous considérons que la division de l'Afrique en une partie associée et une partie non associée est trop fortuite pour pouvoir être un fondement particulier de la responsabilité de la C.E.E. à l'égard du continent africain. C'est pourquoi nous sommes toujours efforcés d'élargir les associations, tout en gardant d'ailleurs les éléments précieux et utiles des actuels accords d'association.

L'établissement de relations étroites avec les pays du Commonwealth n'est d'ailleurs pas une fin en soi pour les Pays-Bas. Il est plus important qu'une entité économique puissante, telle que celle que la C.E.E. élargie constituera, prenne de plus en plus conscience des conséquences de ses actes pour le tiers monde.

Il est incontestable, je crois, que depuis quelques années nous assistons à une évolution conduisant à une interpénétration toujours plus poussée des intérêts de l'intégration européenne, d'une part, et de ceux des pays en voie de développement, de l'autre. Si ces deux processus ont pu se développer pendant une longue période parallèlement et dans une relative indépendance, cette corrélation devient actuellement de plus en plus évidente. Ce n'est donc pas un hasard si des préparatifs sont en cours dans la Communauté en vue de la définition d'une politique communautaire dans laquelle se reflète cette nouvelle approche constructive à l'égard des pays en voie de développement. Je ne voudrais pas anticiper, mais je puis d'ores et déjà déclarer que les Pays-Bas attachent beaucoup de prix à la mise

en oeuvre d'une telle politique, qui pourrait être le début d'une véritable politique communautaire du développement à l'échelle mondiale dans le cadre des structures multilatérales existantes. Il appartiendra à la Communauté de reconsidérer sous cet éclairage ses relations extérieures et surtout ses relations avec les pays en voie de développement. En conservant les nombreux éléments positifs de la politique actuelle, il sera possible d'envisager une évolution de celle-ci dans laquelle l'Association devra trouver sa place.

Il est encore difficile de prévoir comment les choses évolueront et à quel rythme, mais il est certain que la Communauté élargie aura une responsabilité accrue à l'égard de l'ensemble du tiers monde et en particulier à l'égard des pays en voie de développement. Cette responsabilité devra aussi être précisée formellement.

Il est certain aussi qu'à maints égards l'Association montrera la voie à suivre pour établir des relations entre la C.E.E. et les pays en voie de développement, notamment par la manière dont des dispositions ont déjà été prises sur le plan institutionnel dans l'actuel accord d'association.

En effet, au cours des années écoulées, des changements profonds se sont produits dans l'approche des problèmes de la coopération au développement entre pays pauvres et pays riches. Pour les Pays-Bas, un des changements les plus importants est la reconnaissance du fait que ce sont les pays en voie de développement eux-mêmes qui doivent assumer la responsabilité première de leur développement économique et social. Le rôle des pays riches est un rôle complémentaire. Les rapports entre les pays qui donnent et ceux qui reçoivent ont donc changé et c'est avec raison que l'on parle aujourd'hui d'une coopération au développement.

Pour ce qui est de l'Association et plus particulièrement de son cadre institutionnel, nous voyons ici outre un Conseil et un Comité d'association, une Conférence parlementaire. Cela signifie que la relation entre la Communauté et les Etats associés n'est pas

seulement une relation entre gouvernements, mais que les peuples eux-mêmes - car c'est de ceux-ci qu'il s'agit finalement - y participent par l'intermédiaire de leurs représentants au sein des Parlements. Ainsi se trouve également exprimée l'égalité fondamentale des droits qui caractérise les partenaires de l'Association.

Je suis très heureux que la Conférence ait décidé de tenir cette session à La Haye. Je vous souhaite d'accomplir votre tâche avec courage, non seulement durant cette réunion, mais aussi au cours des prochaines années, qui seront importantes pour l'Association.

(Applaudissements)

Allocution de M. Philippe YACE, premier Vice-Président de la
Conférence

L'orateur prononce l'allocution suivante :

Altesses Royales

Excellences

Mesdames, Messieurs

Chers Collègues

Nous voici de nouveau réunis pour réfléchir ensemble sur les problèmes que pose notre Association, à la lumière du 7ème rapport d'activité du Conseil d'association, à la lumière du brillant document que M. Armengaud va, au nom de la Commission paritaire, soumettre à l'examen de la Conférence parlementaire.

Mais laissez-moi vous dire combien nous sommes sensibles au très grand honneur que nous a fait Sa Majesté la Reine des Pays-Bas qui a bien voulu se faire représenter à cette séance solennelle d'ouverture de la Conférence parlementaire par la princesse héritière son Altesse Royale Beatrix et son Altesse Royale, le prince Claus.

Laissez-moi vous dire aussi la joie que nous éprouvons à tenir notre huitième session annuelle dans cette belle et fière ville de la Hollande méridionale, ancienne résidence des princes d'Orange, Nassau et où siège à présent le gouvernement des Pays-Bas.

Comment ne pas souligner - puisque c'est le Parlement néerlandais qui abrite notre présente session - que la tradition parlementaire aux Pays-Bas est à travers le monde l'une des plus anciennes et des plus éprouvées. Un tel héritage et le cadre majestueux que nous offre votre Parlement seront assurément d'un grand concours pour le bon déroulement de nos travaux.

Vous me permettrez alors de remercier tout particulièrement nos Collègues néerlandais et les autorités des Pays-Bas à l'aimable invitation desquels il nous est donné de nous trouver et de nous retrouver à La Haye.

Ce m'est aussi une grande joie que d'observer parmi les Membres du gouvernement des Pays-Bas siégeant à cette séance la présence de M. le Ministre des affaires étrangères et de trois anciens délégués au Parlement européen. Tout d'abord vous, Monsieur le Premier Ministre ainsi que M. Boertien dont les nouvelles fonctions sont proches de nos préoccupations et enfin, plus directement encore, notre ancien collègue et ami, M. Westerterp. Nous savions que le Parlement européen était une pépinière d'hommes d'état et sommes heureux de le constater une fois encore.

Monsieur le Président Mohamed Ould Cheikh Sidya il m'est agréable de vous dire que la Conférence Parlementaire et sa Commission paritaire attachent un grand prix à la part que le Conseil d'association prend à nos travaux, et nous sommes persuadés que la représentation du Conseil qui nous est à notre grande satisfaction, désormais familière, contribuera, en votre personne, au succès de nos travaux.

Quant à vous, Monsieur le Président Thorn, qui présidez à nouveau le Conseil de Ministres des Communautés européennes, je me plais à rappeler qu'en juin 1969, à ce même poste, nous avons dû beaucoup à votre foi en l'Association, à votre ténacité et à votre dynamisme dans les résultats qui ont été obtenus.

Je suis sûr d'être l'interprète de tous en exprimant à M. le Commissaire Deniau toute ma reconnaissance en témoignage des explications courageuses et lucides à la fois qu'il apporte à la Conférence parlementaire et à sa Commission paritaire et qui contribuent à donner un éclairage particulier aux problèmes de l'association.

Chers amis de la Commission paritaire, vous avez accompli successivement à Munich, à Fort-Lamy et ici même à La Haye, un travail sérieux et efficace qui honore votre assemblée et nous permet d'aborder les travaux de la Conférence avec un maximum de bonheur. Je voudrais à cette occasion remercier particulièrement MM. Achenbach et N'Goo Mebé, Président et Vice-Président de votre commission.

Monsieur le Président Behrendt, au moment où je vous cède la présidence de la Conférence Parlementaire de l'association, vous souffrirez, je n'en doute pas, que je traduise au nom de tous mes sentiments de gratitude à l'endroit du Président Scelba qui a beaucoup contribué, à la tête du Parlement européen, à la bonne marche de notre Conférence.

Monsieur le Président, la Conférence parlementaire, à travers sa Commission paritaire, a déjà eu l'honneur de votre contribution, à l'occasion de la ^{réunion de la} Commission paritaire de Munich lorsque vous avez tenu, malgré vos charges que l'on sait lourdes, à vous rendre personnellement dans la capitale bavaroise. C'est dire déjà, qu'après vos prédécesseurs Furler, Duvieusart, Leemans, Poher, Scelba, dont l'action s'est exercée constamment dans le sens de la consolidation de l'association, nous sommes persuadés que vous mettrez tout en oeuvre pour que notre entreprise commune progresse vers de nouvelles conquêtes.

Mesdames, Messieurs, pour l'heure il est de fait que des secousses plus ou moins importantes agitent notre édifice et comme la conjoncture mondiale impose à l'attention de tous le fait de la solidarité internationale, je me plais à rappeler que l'expérience nous apprend fort heureusement que dans les moments difficiles nous savons montrer que nous sommes en mesure de dynamiser notre cohésion, ce fût en particulier le cas à l'occasion du renouvellement de la Convention de Yaoundé.

Notre conviction profonde est en effet que nous vivons un de ces moments difficiles : aussi bien avons-nous le devoir de faire en sorte que les nouvelles orientations qui seront définies en raison de l'élargissement de la Communauté économique européenne ne soient pas défavorables aux Etats africains et malgache associés.

Dans un tel contexte la chance de la Conférence parlementaire est d'avoir - j'ai plaisir à le souligner - pour porte-parole, M. Arrengaud, qui s'est toujours trouvé à l'avant-garde du combat contre l'effritement de l'Association.

Je veux donc remercier M. le Sénateur Arrengaud qui nous a établi un rapport dont la densité et la clarté, mais aussi la force des solutions qui nous sont proposées, traduisent bien son attachement à la vie de l'Association et sa volonté d'aider à résoudre les problèmes qui l'affectent.

Il y a quatre ans notre collègue, il convient de le rappeler, avait déjà suggéré les solutions qui lui semblaient susceptibles de favoriser la commercialisation au sein de la C.E.E. des produits des Etats associés à des prix stables et rémunérateurs.

Je dois à la vérité de dire que les voies proposées par notre rapporteur n'ont pas été suivies, en particulier celle qui invitait les pays membres et les E.A.M.A. à s'entendre sur la création d'un fonds de stabilisation des cours des produits tropicaux. Aujourd'hui, il nous revient de faire en sorte que "la raison d'être de l'Association soit recherchée à l'avenir dans un ensemble d'engagements réciproques dépassant le seul domaine de l'aide financière et des préférences tarifaires de manière à créer une vaste Communauté d'intérêts entre les partenaires sur la base d'une coopération accrue, notamment dans le domaine économique".

Nous avons accueilli le 28 octobre 1971 avec satisfaction le vote historique des Communes qui assure l'entrée de la Grande-Bretagne dans la Communauté économique européenne.

Ce n'est un secret pour personne que l'élargissement de la C.E.E. est de nature à entraîner une extension du régime d'association.

Que nous ayons invité à l'heureuse initiative que la Commission Paritaire a prise à Fort-Lamy, nos collègues d'Afrique orientale à assister à la réunion de la Conférence parlementaire montre bien que les E.A.M.A. ne s'opposent pas à l'élargissement de la politique d'association et il va sans dire que nous accueillons favorablement l'action que l'Ile Maurice mène en vue de son adhésion à la Convention de Yaoundé II.

Chers Collègues du Kenya, d'Ouganda, de Tanzanie, chers Collègues de l'Ile Maurice, je vous souhaite une très cordiale bienvenue ; et je puis vous assurer que vous aurez l'occasion de mesurer, à nos contacts, notre désir d'établir avec vous une collaboration suivie.

Oui, si l'expérience nous apprend que toute tension dans les pays hautement industrialisés, tout ce qui les divise, peut avoir des effets néfastes sur les pays en voie de développement, elle nous révèle aussi que la prospérité des pays développés est une des conditions essentielles de l'épanouissement des pays en voie de développement. Faut-il en conclure que l'entrée de la Grande-Bretagne au sein du Marché commun aura pour conséquence en ce qui concerne les E.A.M.A. de favoriser leur développement ?

Nous avons un partenaire, la Communauté économique européenne avec qui nous entretenons des relations privilégiées, qui tirent parfois leur origine de l'histoire. L'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun, qui est assurément de nature à donner une dimension nouvelle au poids de l'Europe dans le monde, va créer par elle seule, et objectivement, dans les relations de la C.E.E. élargie avec les E.A.M.A., une situation nouvelle. De cela, nous sommes conscients.

Mais, parce que l'on ne peut aujourd'hui raisonnablement préjuger dans quel sens va s'exercer la mutation que nous attendons, la question que nous posons est de savoir si les E.A.M.A. trouveront dans l'élargissement de la C.E.E. matière à nourrir les craintes de ceux qui y voient déjà une menace à la survie de l'Association, ou au contraire, l'occasion espérée d'un élan supplémentaire de la solidarité entre la Communauté économique européenne et les Etats africains et malgache associés, cette solidarité qui est seule capable de rendre l'Eurafrique plus harmonieuse et de renforcer les liens d'association et de coopération à l'heureux bénéfice des E.A.M.A.

C'est pourquoi nous prenons bonne note des assurances données par la C.E.E. lors de la session extraordinaire que le Conseil a tenue le 30 novembre 1971, de sauvegarder l'acquis communautaire et les principes fondamentaux de l'association ; ce qui veut dire d'abord que l'adhésion de nouveaux Etats membres et l'extension éventuelle de la politique d'association ne devraient pas entraîner un affaiblissement des relations de la Communauté avec les E.A.M.A., Il y a ensuite que la Communauté s'engage à maintenir les éléments structurels qui caractérisent l'Association en matière d'échanges commerciaux, de coopération financière et technique et d'institutions paritaires.

Face à l'inévitable changement des choses et à leur nécessaire adaptation, il est du devoir des parlementaires que nous sommes de faire en sorte que jour après jour, en collant à l'événement, en faisant preuve d'imagination, les assurances prodiguées par la Communauté économique européenne se traduisent réellement dans les faits.

La Convention de Yaoundé est un accord régional de coopération établi entre pays industrialisés et pays en voie de développement et qui traduit la volonté des premiers d'aider les seconds à accéder à mieux-être. Au delà de l'engagement politique demeure un problème humain auquel la C.E.E. veut de quelque manière, remédier. Mais cela ne peut se faire s'il n'existe pas entre la Communauté économique européenne et les Etats africains et malgache associés une entraide véritable ressentie en tant que telle et qui soit de nature à conduire la C.E.E., à tenir le plus grand compte des intérêts des E.A.M.A.

A cet égard, s'il faut se féliciter de la rapidité avec laquelle le démarrage du 3ème Fonds européen de développement s'est effectué, encore faut-il que la valeur des échanges commerciaux des E.A.M.A. ne subisse pas des érosions successives à tel point que les subventions qui sont octroyées aux E.A.M.A. apparaissent en fin de compte comme des compensations en contre partie des pertes qu'ils subissent ailleurs. Aussi bien restons-nous inquiets

devant les incertitudes monétaires et commerciales qui affectent dangereusement l'équilibre économique du monde.

En ce qui concerne la crise monétaire internationale, si les décisions récentes intervenues entre les grandes puissances doivent être accueillies favorablement, force nous est de constater que les Etats du tiers monde dont nous sommes, ne sont pas associés à la définition d'un équilibre monétaire et commercial nouveau qui engage cependant directement leur avenir.

C'est pourquoi nos appréhensions sont grandes. Elles le sont particulièrement aujourd'hui au moment où la baisse du prix de certains produits agricoles rend aléatoires nos prévisions de recette et compromet sérieusement nos plans de développement.

Un tel risque de blocage est le véritable drame des E.A.M.A. dans la mesure où ces pays élaborent des programmes de développement dont les moyens de financement sont structurellement incertains, puisque leur valeur dépend de mécanismes qui leur échappent.

Dans ce contexte, nous ne saurions dissimuler nos inquiétudes devant le déséquilibre qui résulte de l'application par la C.E.E. du système des préférences généralisées.

Il est vrai qu'en décidant la mise en vigueur des préférences en faveur de tous les pays en voie de développement, la C.E.E. avait eu le souci de sauvegarder les intérêts des E.A.M.A. en se réservant la possibilité de prendre les dispositions nécessaires pour corriger les situations défavorables qui pourraient en résulter dans les pays qui lui sont associés.

Mais nous pensons qu'un tel système n'a de signification que s'il est octroyé par tous les donateurs et applicable à tous les bénéficiaires ; faute de quoi, l'on tendrait à une discrimination puis à un déséquilibre essentiellement dommageable aux E.A.M.A.

L'on sait qu'à l'occasion du renouvellement de ce système, l'éventail préférentiel s'est élargi. On sait aussi que de toutes parts, et plus particulièrement à la CNUCED la pression des pays tiers sur l'Association se fait de plus en plus forte. A cet égard, il est clair que la meilleure façon pour la C.E.E. et les E.A.M.A. de résister à ces assauts est de réaliser constamment un front commun. Il importe donc qu'après Lima nous apportions une fois encore, bientôt à Santiago du Chili, la preuve de notre solidarité.

Une telle solidarité est indispensable à la réalisation de nos ambitions. C'est qu'au-delà du problème humain que j'évoquais tout à l'heure, il s'agit en définitive que nous arrivions ensemble, Européens et Africains, à la définition d'une certaine manière d'être, d'agir, de penser. Autrement dit, le véritable problème est l'évolution contemporaine et le but recherché ne saurait être atteint, sans largeur de vue, sans générosité de coeur.

C'est bien à l'accomplissement de cet ordre nouveau que nous travaillons ensemble au sein de la Conférence parlementaire de l'association. Notre collaboration qui nous vaut chaque jour de nouvelles raisons de trouver des solutions concrètes aux problèmes des E.A.M.A. nous encourage à poursuivre notre action commune et à espérer dans le succès de l'entreprise.

Qu'il me soit permis en terminant de remercier une fois encore Vos Altesses Royales du grand intérêt que par Votre présence, Sa Majesté la Reine des Pays-Bas et la Famille Royale ont bien voulu porter aux travaux de notre Conférence.

(Applaudissements)

Allocution de M. Walter BEHRENDT, Président de la Conférence

Le PRESIDENT prononce en allemand l'allocution suivante :

Je vous prie de bien vouloir m'excuser de ne pouvoir citer dans mes souhaits de bienvenue les nombreuses personnalités néerlandaises et autres personnes invitées ici présentes. Je ferai une seule exception. C'est pour moi et pour nous tous, je crois, un très grand honneur d'accueillir parmi nous une gracieuse représentante des Pays-Bas, Son Altesse Royale la princesse Beatrix, ainsi que le prince Claus. Leur présence traduit le vif intérêt que la Maison Royale des Pays-Bas porte à cette Conférence.

Altesses Royales,
Mesdames, Messieurs,
Chers Collègues,

Je considère comme un honneur tout particulier la présence de Leurs Altesses Royales la princesse Beatrix et le prince Claus à cette séance solennelle d'ouverture de la Conférence parlementaire de l'association. Permettez-moi de rappeler, en tant que Président du Parlement européen que, voici plus de 10 ans, la princesse Beatrix est venue en visite officielle au Parlement européen à Strasbourg, faisant, à cette occasion, ressortir tous les espoirs que la Maison Royale des Pays-Bas et le peuple néerlandais plaçaient dans l'existence du Parlement européen. Ces mêmes espoirs sont aujourd'hui de nouveau manifestés en ce qui concerne notre Conférence parlementaire de l'association, qui constitue un pont entre le Parlement européen et les Parlements des 18 Etats africains et malgache associés.

Je voudrais aussi, à ce propos, dire combien je me réjouis que M. Biesheuvel, Premier Ministre des Pays-Bas, ainsi que M. le Ministre Boertien et M. le Secrétaire d'Etat Westerterp aient apporté leur concours à cette séance solennelle d'ouverture.

En leur qualité d'anciens membres du Parlement européen, ils sont parfaitement au courant des préoccupations et des problèmes des Etats africains et malgache associés. Leurs actuelles fonctions au gouvernement leur offrent de larges possibilités d'agir en faveur de l'association et de s'employer à répondre aux exigences de cette Conférence parlementaire de l'association.

Celle-ci s'est, pour la première fois, élargie géographiquement. Je salue très cordialement les représentants des trois Etats de l'Afrique de l'Est associés à la C.E.E. en vertu du traité d'Arusha, qui participent à notre conférence en tant qu'observateurs. Je salue tout aussi cordialement, en leur qualité d'observateurs, les représentants de l'Ile Maurice, qui, comme vous le savez, a présenté une demande d'accession à la Convention de Yaoundé. Nous espérons que ces négociations seront rapidement menées à bonne fin, afin que la Convention d'association puisse entrer en vigueur le plus rapidement possible.

J'adresse aussi mes remerciements chaleureux au président de la Conférence sortant, M. Philippe Yacé, qui s'est acquitté de sa tâche de manière exemplaire, et qui a droit à toute notre reconnaissance.

En cette séance solennelle d'ouverture, il ne m'appartient pas d'énumérer les différents résultats positifs obtenus par notre Association. Qu'il me soit néanmoins permis de mentionner quelques faits qui me tiennent fortement à coeur.

Je tiens à souligner la bonne entente et la coopération fructueuse qui ont existé entre le Conseil d'association, représenté par son président, M. Scheikh Sidya, Ministre du plan et de la recherche de Mauritanie, et la Conférence parlementaire, ce qui a créé un climat de confiance réciproque entre les différentes institutions de l'Association. Je suis également très heureux de souhaiter la bienvenue à M. Thorn, Président en exercice du Conseil et Ministre des affaires étrangères du Luxembourg, qui, durant de nombreuses années au Parlement européen,

a déployé une activité très efficace dans tous les domaines relatifs à l'association.

La Communauté économique européenne est en train de s'élargir. On ne peut que se déclarer satisfait des accords et des lignes directrices qui se dégagent entre la C.E.E. et les pays candidats, car l'élargissement ne portera aucun préjudice aux états déjà associés à la C.E.E. Les intérêts légitimes des états associés doivent aussi être sauvegardés, car l'attachement des E.A.M.A. à l'association est un facteur positif pour le maintien de l'équilibre dans le monde et pour l'ordre international de paix.

Des progrès sensibles ont été réalisés dans la coopération technique et financière, mais de nouveaux efforts doivent sans cesse être entrepris dans ce domaine, et ce pour deux raisons. D'une part, la crise monétaire internationale ne doit pas entraîner, pour les états associés, une diminution en valeur des moyens financiers du Fonds européen de développement. D'autre part, tout doit être mis en oeuvre pour que les états associés puissent constamment participer au progrès technique dans le reste du monde. Dans le secteur commercial aussi, bien des efforts seront encore nécessaires pour accroître le dynamisme du commerce et empêcher une détérioration des "terms of trade" des principaux produits des états associés. De plus, nous devons tous veiller à l'élimination des tendances protectionnistes dans les échanges mondiaux, car ce sont les pays en voie de développement qui en subissent le plus les effets néfastes.

L'élargissement de la Communauté et l'élargissement géographique de l'association qu'il déterminera ne peuvent en aucune manière porter atteinte au contenu de l'association actuelle. Il conviendrait bien plus de prendre éventuellement de nouvelles mesures, tant politiques qu'économiques, afin de tenir compte des conséquences éventuelles de l'élargissement.

La Conférence parlementaire est une institution politique et il lui incombe de renforcer constamment et de faire valoir sans cesse le fondement et les composantes politiques de l'association. La coopération eurafricaine présente non seulement un aspect commercial et économique, mais aussi un important aspect politique. Notre Conférence doit précisément apporter la preuve que les liens politiques entre les deux continents se renforcent constamment et reposent sur des conceptions communes. Avec mes collègues, je n'ai pas cessé de rappeler ces liens politiques lorsque récemment, en Amérique centrale et en Amérique du sud, nous avons été appelés à donner des précisions sur les préférences que la Communauté accorde aux états associés. Il y va de l'ancienne alliance, qui est maintenue entre des partenaires souverains et égaux en droits, sous une forme qui répond aux nécessités actuelles.

Dans cette salle historique a eu lieu, les 1er et 2 décembre 1969, une conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la C.E.E. qui, après des années de crise, a marqué un nouveau début. La Conférence parlementaire de l'association n'a pas connu de telles crises. Je souhaite toutefois que notre Conférence profite de cet esprit et accomplisse sa tâche pour le bien de l'association. Comme on a coutume de le faire dans mon pays, je vous dis cordialement : bonne chance !

(Applaudissements)

La séance est suspendue à 13 heures.